

LES GENS



ACCUSÉ DE VIOLS, ASSANGE SERA ENTENDU PAR LA JUSTICE SUÉDOISE

L'Australien Julian Assange, accusé de viols en Suède, sera interrogé à Londres par la justice suédoise. C'est ce que demandait le célèbre lanceur d'alerte âgé de 43 ans, qui vit reclus depuis juin 2012 à l'ambassade londonienne de l'Équateur, pays qui lui a accordé l'asile politique. Assange s'y est réfugié lorsque le Royaume-Uni a annoncé son intention de l'extrader en Suède. L'homme, qui nie en bloc les accusations de deux Suédoises, disait craindre d'être ensuite expulsé vers les États-Unis en raison des activités du site WikiLeaks qu'il a créé. Finalement, la justice suédoise a proposé de venir prendre sa déposition à Londres, ce qu'il demandait depuis des années et qu'il a donc accepté vendredi matin. «*Si l'offre de l'Équateur, faite il y a mille jours, de prendre la déposition*» du fondateur de WikiLeaks à son ambassade à Londres avait été acceptée, «*beaucoup d'argent et d'ennuis auraient été épargnés*», a écrit sur Twitter le ministre équatorien des Affaires étrangères, Ricardo Patino.

PHOTO AFP

«J'ai lu Mein Kampf de Hitler [...] et, sur certains points, il a raison. L'homosexualité est une mauvaise conduite.»

Rubén Condori Cusi élu péruvien justifiant son vote contre l'union civile, rejetée cette semaine en commission parlementaire après un débat houleux



Cesare Battisti, vendredi, quittant le siège de la police fédérale brésilienne, à São Paulo. R. CASTRO, AFP

Brésil: Cesare Battisti libéré, mais pas délivré

JUSTICE Le condamné par contumace italien a été relâché vendredi, mais risque toujours l'expulsion.

L'ancien militant d'extrême gauche et écrivain italien Cesare Battisti, condamné à la prison à perpétuité par la justice de son pays pour des meurtres commis dans les années 70, a été libéré au Brésil vendredi matin, dans l'attente d'une décision sur son expulsion, a annoncé son avocat. Battisti avait été arrêté jeudi par la police fédérale à Embu das Artes (État de São Paulo), avant d'être ramené à son domicile. «*Battisti est libre comme n'importe quel citoyen, et nous allons présenter un recours devant le tribunal régional fédéral*» de Brasília, qui lui a accordé l'habeas corpus, a précisé l'avocat – une procédure qui énonce la liberté fondamentale de ne pas être emprisonné sans jugement.

«**Criminel.** Une juge fédérale avait ordonné le 3 mars l'expulsion de l'ancien militant, sentence qui avait remis en question une décision de la Cour suprême. Il s'agit «*d'un étranger en situation irrégulière et qui, en tant que*

criminel condamné dans son pays pour meurtre, n'a pas le droit de rester» au Brésil, avait-elle statué. La défense de Cesare Battisti avait annoncé son intention de faire appel de cette décision. La juge soulignait également que l'écrivain devait être expulsé au Mexique ou en France, pays où il s'est rendu après avoir fui l'Italie, avant de se réfugier au Brésil en 2004. Selon elle, cette décision n'est pas contradictoire avec celle de la Cour suprême, ni avec celle de l'ancien président Luiz Inácio Lula da Silva de ne pas expulser Battisti, puisqu'il «*n'est pas nécessaire de le livrer à son pays de nationalité*».

Cesare Battisti, 60 ans, est réclamé par l'Italie après avoir été condamné en 1993 par contumace à la réclusion à perpétuité pour quatre meurtres et complicité de meurtres à la fin des années 70, les «*années de plomb*» du terrorisme. Il appartenait alors au groupuscule Prolétaires armés pour le communisme (PAC).

L'écrivain, qui se proclame innocent, a toujours dit à ses avocats n'avoir «*aucune intention de quitter le Brésil*», où il a vécu dans la clandestinité de 2004 à 2007, date de son arrestation à Rio. Il avait commencé à y refaire sa vie, après trente ans de fuite au Mexique et en France, où il est devenu auteur de romans policiers.

Colère. Incarcéré pendant quatre ans près de Brasília, il avait été libéré le 9 juin 2011, après le rejet par la Cour suprême d'une demande d'extradition de l'Italie, provoquant la colère de Rome. Les juges ont estimé que l'Italie ne pouvait contester la décision «*souveraine*» du président Lula qui, au dernier jour de son mandat, le 31 décembre 2010, avait refusé de l'extrader. En représailles, l'Italie avait rappelé son ambassadeur à Brasília. Le 22 juin 2011, le Conseil national de l'immigration lui avait accordé un permis de résidence permanente dans le pays.

S.Étr.

QUESTIONS À MGR IGNATIUS KAIGAMA

ARCHEVÊQUE DE JOS

«Le Président du Nigeria n'a pas cru au pouvoir de nuisance de Boko Haram»



Mgr Kaigama, 57 ans, archevêque de Jos et président de la Conférence des évêques du Nigeria, achève dimanche une tournée en France – en compagnie notamment de l'archevêque catholique de rite latin de Bagdad – auprès des communautés catholiques, appelée «*La Nuit des témoins*». Cette visite est organisée

par l'association Aide à l'Église en détresse (AED).

Comment expliquez-vous l'expansion de Boko Haram dans le nord du Nigeria ?

Selon moi, le pouvoir fédéral n'a jamais pris au sérieux la volonté hégémonique de la secte. Pas plus qu'il n'a jamais cru au pouvoir de nuisance terrible de ce groupe qui allait grossir, jusqu'à déstabiliser les trois États du Nord et mettre en danger l'équilibre de la sous-région. Aujourd'hui, ce que nous voyons jusqu'au Niger, à travers les attentats, ce sont pour moi des éléments inspirés par Boko Haram qui se sont infiltrés et qui le prennent en modèle. C'est cela qui est très inquiétant.

Qu'attendez-vous de l'élection présidentielle du 28 mars ?

Qu'un homme donne une espérance à ces populations musulmanes qui souffrent et que nous puissions à nouveau dialoguer. Qu'un leader enfin surgisse et prenne à bras-le-corps ce problème qui met en danger le Nigeria et tous les pays voisins. Je pense que le Président, Goodluck Jonathan, n'a jamais cru qu'un groupe, qu'il pensait simplement armé de machettes, allait conduire le Nord vers le chaos. Or, aujourd'hui, il semble découvrir, bien tardivement, que Boko Haram possède des réseaux bancaires, des armes lourdes et autrement plus sophistiquées que des couteaux. Le grand chantier du nouveau leader sera de combattre Boko Haram, mais une victoire contre la secte passera aussi par la lutte contre la corruption qui gangrène le pays.

Comment pratiquer sa foi quand on risque l'enlèvement ou l'assassinat ?

Vivre au Nigeria, quand on est pauvre, est déjà un défi. Vivre avec la violence en est un autre. Les gens sont confrontés à ces deux menaces en permanence. Vous savez, la mort peut frapper à tout instant : je traverse la rue, une voiture arrive et me fauche... La foi se raffermir dans l'épreuve, et donc dans un pays qui fait chaque jour cette expérience de la pauvreté et de la violence. En fait, on se sent touché par la foi des premiers martyrs. Et quand les gens autour de moi souffrent, je souffre aussi. C'est pour cela que je n'ai pas voulu vivre entouré de gardes du corps, cela ferait de moi un prisonnier et, en plus, cela effraie les gens.

Recueilli par JEAN-LOUIS LE TOUZET

L'HISTOIRE

AU CAP, LA GREFFE DU PÉNIS A PRIS

Des médecins de l'université de Stellenbosch, en Afrique du Sud, annoncent la première greffe réussie d'un pénis, trois mois après une opération de neuf heures à l'hôpital Tygerberg. Le patient de 21 ans, qui avait été amputé à la suite de «*complications après une circoncision traditionnelle*», et dont l'anonymat est préservé, a retrouvé toutes ses fonctions urinaire et reproductive après la transplantation. Le département d'urologie de l'université estime que 250 jeunes hommes perdent leur pénis chaque année dans le pays, «*un profond traumatisme*».

BERGES DE SEINE

MOBILE HOMES

JUSQU'AU 29 MARS 2015

PASSERELLE L.S.SENHOR

LESBERGES.PARIS.FR

